



Informations de base	
2013/0358(NLE) NLE - Procédures non législatives	Procédure terminée
Accord UE/Azerbaïdjan: réadmission des personnes en séjour irrégulier	
<b>Subject</b> 6.40.04.04 Relations avec les pays du Caucase 7.10.04 Franchissement et contrôles aux frontières extérieures, visas 7.10.08 Politique d'immigration	
<b>Zone géographique</b> Azerbaïdjan	

Acteurs principaux				
Parlement européen	<b>Commission au fond</b>		<b>Rapporteur(e)</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>LIBE</b> Libertés civiles, justice et affaires intérieures		GABRIEL Mariya (PPE)	05/12/2013
			Rapporteur(e) fictif/fictive ŽDANOKA Tatjana (Verts /ALE)	
	<b>Commission pour avis</b>		<b>Rapporteur(e) pour avis</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>AFET</b> Affaires étrangères		JÄÄTTEENMÄKI Anneli (ALDE)	26/11/2013
Conseil de l'Union européenne	<b>Formation du Conseil</b>	<b>Réunions</b>	<b>Date</b>	
	Agriculture et pêche	3308	2014-04-14	
Commission européenne	<b>DG de la Commission</b>		<b>Commissaire</b>	
	Migration et affaires intérieures		MALMSTRÖM Cecilia	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
		COM(2013)0744	Résumé

29/10/2013	Document préparatoire		
20/02/2014	Vote en commission		
27/02/2014	Publication de la proposition législative	<a href="#">15596/2013</a>	<a href="#">Résumé</a>
04/03/2014	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	<a href="#">A7-0154/2014</a>	<a href="#">Résumé</a>
10/03/2014	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
12/03/2014	Décision du Parlement	<a href="#">T7-0215/2014</a>	<a href="#">Résumé</a>
12/03/2014	Résultat du vote au parlement		
14/04/2014	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
14/04/2014	Fin de la procédure au Parlement		
30/04/2014	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
<b>Référence de la procédure</b>	2013/0358(NLE)
<b>Type de procédure</b>	NLE - Procédures non législatives
<b>Sous-type de procédure</b>	Approbation du Parlement
<b>Base juridique</b>	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 218-p6a Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 079-p3
<b>État de la procédure</b>	Procédure terminée
<b>Dossier de la commission</b>	LIBE/7/14478

Portail de documentation				
<b>Parlement Européen</b>				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		<a href="#">PE527.921</a>	22/01/2014	
Avis de la commission	<a href="#">AFET</a>	<a href="#">PE526.104</a>	06/02/2014	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">A7-0154/2014</a>	04/03/2014	<a href="#">Résumé</a>
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">T7-0215/2014</a>	12/03/2014	<a href="#">Résumé</a>
<b>Conseil de l'Union</b>				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Document annexé à la procédure		<a href="#">15594/2013</a>	03/02/2014	
Document de base législatif		<a href="#">15596/2013</a>	27/02/2014	<a href="#">Résumé</a>
<b>Commission Européenne</b>				
Type de document		Référence	Date	Résumé

Document préparatoire	COM(2013)0744 	29/10/2013	Résumé
-----------------------	--	------------	--------

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Parlements nationaux	IPEX	
Commission européenne	EUR-Lex	

Acte final	
<a href="#">Décision 2014/0239</a> <a href="#">JO L 128 30.04.2014, p. 0015</a>	<a href="#">Résumé</a>

## Accord UE/Azerbaïdjan: réadmission des personnes en séjour irrégulier

2013/0358(NLE) - 29/10/2013

OBJECTIF : conclure un accord entre l'Union européenne et l'Azerbaïdjan concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier.

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé celui-ci.

CONTEXTE : l'Union européenne et l'Azerbaïdjan sont convenus d'avancer dans l'approfondissement et l'élargissement de leurs relations bilatérales dans le cadre du Partenariat oriental. Dans ce cadre, l'Union européenne a reconnu l'importance du renforcement des contacts entre les peuples. Au cours du sommet du partenariat oriental qui s'est tenu à Prague en mai 2009, l'UE a réaffirmé son appui politique en faveur d'une pleine libéralisation du régime des visas dans un environnement sûr, ainsi qu'en faveur de la promotion de la mobilité grâce à la conclusion d'accords visant à faciliter la délivrance de visas et d'accords de réadmission avec les pays du Partenariat oriental.

Selon l'approche commune pour le développement de la politique de l'UE en matière de facilitation de la délivrance de visas définie par le Conseil, un accord visant à faciliter la délivrance de visas ne peut être conclu sans qu'un accord de réadmission ne soit en vigueur.

En conséquence, le 19 décembre 2011, le Conseil a officiellement autorisé la Commission à négocier la conclusion d'un accord de réadmission entre l'Union européenne et l'Azerbaïdjan.

En février 2012, la Commission a transmis un projet de texte aux autorités de l'Azerbaïdjan, à la suite de quoi le premier cycle de négociations officielles a eu lieu à Bakou les 1<sup>er</sup> et 2 mars 2012. Au terme de plusieurs cycles de négociations, le texte a été paraphé à Bruxelles le 29 juillet 2013.

Les États membres ont été régulièrement informés et consultés à tous les stades (informels et formels) des négociations relatives à la réadmission.

Il convient maintenant de conclure cet accord au nom de l'UE.

CONTENU : avec la présente proposition de décision, il est prévu de demander au Conseil d'approuver au nom de l'Union européenne, la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et l'Azerbaïdjan sur la réadmission des personnes en séjour irrégulier.

Le projet d'accord définit les modalités internes nécessaires à son application concrète.

**Portée de l'accord** : le contenu final de l'accord peut se résumer comme suit:

- l'accord contient une clause d'ouverture, qui réaffirme qu'il devrait être appliqué de façon à garantir le respect des droits de l'homme et des obligations et responsabilités qui incombent à l'État requis et à l'État requérant en vertu des instruments internationaux qui leur sont applicables, et rappelle que l'État requis devrait assurer plus particulièrement la protection des droits des personnes réadmisses sur son territoire conformément à ces instruments internationaux. La même clause confirme que l'État requérant devrait privilégier **le retour volontaire par rapport au retour forcé** ;
- les obligations en matière de réadmission énoncées dans l'accord (articles 3 à 6) ont été établies sur la base d'une **réciprocité totale**, s'appliquant aux ressortissants nationaux (articles 3 et 5) ainsi qu'aux ressortissants de pays tiers et aux apatrides (articles 4 et 6) ;

- l'obligation de réadmission des ressortissants nationaux engloberait également les anciens ressortissants qui ont renoncé à leur nationalité sans obtenir la nationalité d'un autre État ;
- l'**obligation de réadmission** des ressortissants nationaux couvrirait aussi les **membres de la famille** (c'est-à-dire le conjoint et les enfants mineurs célibataires), quelle que soit leur nationalité, et qui ne disposeraient pas d'un droit de séjour autonome dans l'État requérant ;
- l'obligation de réadmettre des ressortissants de pays tiers et des apatrides (articles 4 et 6) serait liée aux **conditions préalables** suivantes: a) l'intéressé devrait détenir, au moment du dépôt de la demande de réadmission, un visa ou un titre de séjour en cours de validité délivré par l'État requis, ou b) l'intéressé serait entré illégalement et directement sur le territoire de l'État requérant après avoir séjourné dans l'État requis ou transité par son territoire. Ces obligations ne s'appliqueraient toutefois pas aux personnes en transit aéroportuaire ni aux personnes auxquelles l'État membre aurait accordé une exemption de visa ;
- qu'il s'agisse de ses propres ressortissants en cas d'expiration du délai précisé, ou de ressortissants de pays tiers ou d'apatrides, l'Azerbaïdjan devrait accepter l'utilisation du **modèle type de document de voyage de l'UE** établi à des fins d'éloignement (article 3, par. 5, et article 4, par. 3). Le document type équivalent de l'Azerbaïdjan figure à l'annexe ;
- la section III de l'accord (articles 7 à 13 en liaison avec les annexes 1 à 5) définit les **modalités techniques régissant la procédure de réadmission** (demande de réadmission, moyens de preuve, délais, modalités de transfert et modes de transport) ainsi que la «réadmission par erreur» (article 13). La procédure devrait être appliquée avec une certaine souplesse, aucune demande de réadmission n'étant exigée lorsque la personne à réadmettre est en possession d'un document de voyage ou d'une carte d'identité en règle (article 7, par. 2) ;
- l'article 7, par. 3 décrit la **procédure accélérée** convenue pour les personnes appréhendées dans la «région frontalière», c'est-à-dire dans une zone s'étendant jusqu'à 15 kilomètres au-delà des territoires des ports maritimes et des aéroports internationaux, et incluant ceux-ci, zones douanières comprises, des États membres ou de l'Azerbaïdjan. Dans le cadre de la procédure accélérée, la demande de réadmission devrait être transmise dans un délai de 2 jours, et la réponse à celle-ci dans les 2 jours ouvrables, tandis que selon la procédure normale, le délai de réponse serait de 15 jours calendrier (article 11, par. 2) ;
- l'accord contient une section consacrée aux opérations de transit (articles 14 et 15, en liaison avec l'annexe 6) ;
- les articles 16, 17 et 18 énoncent les règles nécessaires en matière de coûts, de protection des données et de position de l'accord par rapport à d'autres obligations internationales ;
- l'article 19 traite de la composition du comité de réadmission mixte, ainsi que de ses attributions et compétences ;
- en vue de faciliter l'application de l'accord, l'article 20 donne à l'Azerbaïdjan la faculté de conclure des protocoles d'application bilatéraux avec tous les États membres. L'article 21 précise la relation entre ces protocoles d'application et l'accord ;
- les dispositions finales (articles 22 à 25) régissent l'entrée en vigueur, la durée, les éventuelles modifications, la suspension et la dénonciation de l'accord et définissent le statut juridique de ses annexes.

**Dispositions territoriales** : il est tenu compte de la situation particulière du Danemark dans l'accord. L'association étroite de la Norvège, de l'Islande, du Liechtenstein et de la Suisse à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen a été prise en compte et le cas de l'Islande, a été évoquée dans une déclaration commune annexée à l'accord.

## Accord UE/Azerbaïdjan: réadmission des personnes en séjour irrégulier

2013/0358(NLE) - 12/03/2014 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 520 voix pour, 96 voix contre et 36 abstentions, une résolution législative sur le projet de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et l'Azerbaïdjan concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier.

Le Parlement européen donne son approbation à la conclusion de l'accord.

## Accord UE/Azerbaïdjan: réadmission des personnes en séjour irrégulier

2013/0358(NLE) - 04/03/2014 - Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique

La commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures a adopté le rapport de Mariya GABRIEL (PPE, BG) sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et l'Azerbaïdjan concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier.

Les députés recommandent que le Parlement européen donne son approbation à la conclusion de l'accord, estimant qu'il constitue une avancée dans la coopération avec ce pays en matière de mobilité et présente une importance politique et procédurale importante.

## Accord UE/Azerbaïdjan: réadmission des personnes en séjour irrégulier

2013/0358(NLE) - 27/02/2014 - Document de base législatif

**OBJECTIF** : conclure un accord entre l'Union européenne et l'Azerbaïdjan concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier.

**ACTE PROPOSÉ** : Décision du Conseil.

**RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN** : le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé celui-ci.

**CONTEXTE** : conformément à une décision du Conseil, l'accord entre l'Union européenne et l'Azerbaïdjan concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier a été signé, au nom de l'Union, sous réserve de sa conclusion à une date ultérieure.

Il y a donc lieu d'approuver l'accord au nom de l'Union européenne.

CONTENU : avec la présente proposition de décision, il est prévu de demander au Conseil d'approuver au nom de l'Union européenne, la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et l'Azerbaïdjan sur la réadmission des personnes en séjour irrégulier.

Le projet d'accord définit les modalités internes nécessaires à son application concrète.

**Comité de réadmission** : le projet d'accord institue un comité de réadmission mixte qui doit adopter son règlement intérieur. Une procédure simplifiée est prévue pour la définition de la position de l'Union européenne au sein de ce comité.

Pour connaître les autres dispositions de l'accord se reporter *au résumé de la proposition législative initiale daté du 29/10/2013*.

## Accord UE/Azerbaïdjan: réadmission des personnes en séjour irrégulier

2013/0358(NLE) - 29/10/2013 - Document préparatoire

OBJECTIF : conclure un accord entre l'Union européenne et l'Azerbaïdjan concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier.

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé celui-ci.

CONTEXTE : l'Union européenne et l'Azerbaïdjan sont convenus d'avancer dans l'approfondissement et l'élargissement de leurs relations bilatérales dans le cadre du Partenariat oriental. Dans ce cadre, l'Union européenne a reconnu l'importance du renforcement des contacts entre les peuples. Au cours du sommet du partenariat oriental qui s'est tenu à Prague en mai 2009, l'UE a réaffirmé son appui politique en faveur d'une pleine libéralisation du régime des visas dans un environnement sûr, ainsi qu'en faveur de la promotion de la mobilité grâce à la conclusion d'accords visant à faciliter la délivrance de visas et d'accords de réadmission avec les pays du Partenariat oriental.

Selon l'approche commune pour le développement de la politique de l'UE en matière de facilitation de la délivrance de visas définie par le Conseil, un accord visant à faciliter la délivrance de visas ne peut être conclu sans qu'un accord de réadmission ne soit en vigueur.

En conséquence, le 19 décembre 2011, le Conseil a officiellement autorisé la Commission à négocier la conclusion d'un accord de réadmission entre l'Union européenne et l'Azerbaïdjan.

En février 2012, la Commission a transmis un projet de texte aux autorités de l'Azerbaïdjan, à la suite de quoi le premier cycle de négociations officielles a eu lieu à Bakou les 1<sup>er</sup> et 2 mars 2012. Au terme de plusieurs cycles de négociations, le texte a été paraphé à Bruxelles le 29 juillet 2013.

Les États membres ont été régulièrement informés et consultés à tous les stades (informels et formels) des négociations relatives à la réadmission.

Il convient maintenant de conclure cet accord au nom de l'UE.

CONTENU : avec la présente proposition de décision, il est prévu de demander au Conseil d'approuver au nom de l'Union européenne, la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et l'Azerbaïdjan sur la réadmission des personnes en séjour irrégulier.

Le projet d'accord définit les modalités internes nécessaires à son application concrète.

**Portée de l'accord** : le contenu final de l'accord peut se résumer comme suit:

- l'accord contient une clause d'ouverture, qui réaffirme qu'il devrait être appliqué de façon à garantir le respect des droits de l'homme et des obligations et responsabilités qui incombent à l'État requis et à l'État requérant en vertu des instruments internationaux qui leur sont applicables, et rappelle que l'État requis devrait assurer plus particulièrement la protection des droits des personnes réadmissibles sur son territoire conformément à ces instruments internationaux. La même clause confirme que l'État requérant devrait privilégier **le retour volontaire par rapport au retour forcé** ;
- les obligations en matière de réadmission énoncées dans l'accord (articles 3 à 6) ont été établies sur la base d'une **réciprocité totale**, s'appliquant aux ressortissants nationaux (articles 3 et 5) ainsi qu'aux ressortissants de pays tiers et aux apatrides (articles 4 et 6) ;
- l'obligation de réadmission des ressortissants nationaux engloberait également les anciens ressortissants qui ont renoncé à leur nationalité sans obtenir la nationalité d'un autre État ;
- **l'obligation de réadmission** des ressortissants nationaux couvrirait aussi les **membres de la famille** (c'est-à-dire le conjoint et les enfants mineurs célibataires), quelle que soit leur nationalité, et qui ne disposeraient pas d'un droit de séjour autonome dans l'État requérant ;
- l'obligation de réadmettre des ressortissants de pays tiers et des apatrides (articles 4 et 6) serait liée aux **conditions préalables** suivantes: a) l'intéressé devrait détenir, au moment du dépôt de la demande de réadmission, un visa ou un titre de séjour en cours de validité délivré par l'État requis, ou b) l'intéressé serait entré illégalement et directement sur le territoire de l'État requérant après avoir séjourné dans l'État requis ou transité par son territoire. Ces obligations ne s'appliqueraient toutefois pas aux personnes en transit aéroportuaire ni aux personnes auxquelles l'État membre aurait accordé une exemption de visa ;
- qu'il s'agisse de ses propres ressortissants en cas d'expiration du délai précisé, ou de ressortissants de pays tiers ou d'apatrides, l'Azerbaïdjan devrait accepter l'utilisation du **modèle type de document de voyage de l'UE** établi à des fins d'éloignement (article 3, par. 5, et article 4, par. 3). Le document type équivalent de l'Azerbaïdjan figure à l'annexe ;

- la section III de l'accord (articles 7 à 13 en liaison avec les annexes 1 à 5) définit les **modalités techniques régissant la procédure de réadmission** (demande de réadmission, moyens de preuve, délais, modalités de transfert et modes de transport) ainsi que la «réadmission par erreur» (article 13). La procédure devrait être appliquée avec une certaine souplesse, aucune demande de réadmission n'étant exigée lorsque la personne à réadmettre est en possession d'un document de voyage ou d'une carte d'identité en règle (article 7, par. 2) ;
- l'article 7, par. 3 décrit la **procédure accélérée** convenue pour les personnes appréhendées dans la «région frontalière», c'est-à-dire dans une zone s'étendant jusqu'à 15 kilomètres au-delà des territoires des ports maritimes et des aéroports internationaux, et incluant ceux-ci, zones douanières comprises, des États membres ou de l'Azerbaïdjan. Dans le cadre de la procédure accélérée, la demande de réadmission devrait être transmise dans un délai de 2 jours, et la réponse à celle-ci dans les 2 jours ouvrables, tandis que selon la procédure normale, le délai de réponse serait de 15 jours calendrier (article 11, par. 2) ;
- l'accord contient une section consacrée aux opérations de transit (articles 14 et 15, en liaison avec l'annexe 6) ;
- les articles 16, 17 et 18 énoncent les règles nécessaires en matière de coûts, de protection des données et de position de l'accord par rapport à d'autres obligations internationales ;
- l'article 19 traite de la composition du comité de réadmission mixte, ainsi que de ses attributions et compétences ;
- en vue de faciliter l'application de l'accord, l'article 20 donne à l'Azerbaïdjan la faculté de conclure des protocoles d'application bilatéraux avec tous les États membres. L'article 21 précise la relation entre ces protocoles d'application et l'accord ;
- les dispositions finales (articles 22 à 25) régissent l'entrée en vigueur, la durée, les éventuelles modifications, la suspension et la dénonciation de l'accord et définissent le statut juridique de ses annexes.

**Dispositions territoriales** : il est tenu compte de la situation particulière du Danemark dans l'accord. L'association étroite de la Norvège, de l'Islande, du Liechtenstein et de la Suisse à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen a été prise en compte et le cas de l'Islande, a été évoquée dans une déclaration commune annexée à l'accord.

## Accord UE/Azerbaïdjan: réadmission des personnes en séjour irrégulier

2013/0358(NLE) - 14/04/2014 - Acte final

**OBJECTIF** : conclure un accord entre l'Union européenne et l'Azerbaïdjan concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier.

**ACTE NON LÉGISLATIF** : Décision 2014/239/UE du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et l'Azerbaïdjan concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier.

**CONTEXTE** : conformément à la décision 2014/242/UE du Conseil, l'accord entre l'Union européenne et l'Azerbaïdjan concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier a été signé, au nom de l'Union, sous réserve de sa conclusion à une date ultérieure.

Il y a donc lieu d'approuver l'accord au nom de l'Union européenne.

**CONTENU** : avec la présente décision, le Conseil, après approbation du Parlement européen, approuve au nom de l'UE, l'accord entre l'Union européenne et l'Azerbaïdjan sur la réadmission des personnes en séjour irrégulier.

**Portée de l'accord** : les principaux éléments de l'accord peuvent se résumer comme suit:

- l'accord serait appliqué de telle sorte à garantir le respect des droits de l'homme et des obligations et responsabilités qui incombent à l'État requis et à l'État requérant en vertu des instruments internationaux qui leur sont applicables. La même clause confirme que l'État requérant devrait privilégier **le retour volontaire par rapport au retour forcé**;
- les obligations en matière de réadmission ont été établies sur la base d'une **réciprocité totale**, s'appliquant aux ressortissants nationaux ainsi qu'aux ressortissants de pays tiers et aux apatrides ; l'obligation de réadmission des ressortissants nationaux engloberait également les anciens ressortissants qui ont renoncé à leur nationalité sans obtenir la nationalité d'un autre État;
- **l'obligation de réadmission** des ressortissants nationaux couvre aussi les **membres de la famille** (c'est-à-dire le conjoint et les enfants mineurs célibataires), quelle que soit leur nationalité, qui ne disposent pas d'un droit de séjour autonome dans l'État requérant;
- l'obligation de réadmettre des ressortissants de pays tiers et des apatrides est liée à un certain nombre de **conditions préalables** dont : a) le fait que l'intéressé devrait détenir, au moment du dépôt de la demande de réadmission, un visa ou un titre de séjour en cours de validité délivré par l'État requis, ou b) l'intéressé est entré illégalement et directement sur le territoire de l'État requérant après avoir séjourné dans l'État requis ou transité par son territoire. Ces obligations ne s'appliqueraient toutefois pas aux personnes en transit aéroportuaire ni aux personnes auxquelles l'État membre aurait accordé une exemption de visa;
- qu'il s'agisse de ses propres ressortissants en cas d'expiration du délai précisé, ou de ressortissants de pays tiers ou d'apatrides, l'Azerbaïdjan devrait accepter l'utilisation du **modèle type de document de voyage de l'UE** établi à des fins d'éloignement tel que prévu à l'annexe de l'accord;
- l'accord définit les **modalités techniques régissant la procédure de réadmission** (demande de réadmission, moyens de preuve, délais, modalités de transfert et modes de transport) ainsi que la «réadmission par erreur». La procédure devrait être appliquée avec une certaine souplesse, aucune demande de réadmission n'étant exigée lorsque la personne à réadmettre est en possession d'un document de voyage ou d'une carte d'identité en règle;
- l'accord comporte en outre des dispositions relatives à la **procédure accélérée** convenue pour les personnes appréhendées dans une zone s'étendant jusqu'à 15 kilomètres au-delà des territoires des ports maritimes et des aéroports internationaux, et incluant ceux-ci, zones douanières comprises, des États membres ou de l'Azerbaïdjan. Dans le cadre de la procédure accélérée, la demande de réadmission devrait être transmise dans un délai de 2 jours, et la réponse à celle-ci dans les 2 jours ouvrables, tandis que selon la procédure normale, le délai de réponse serait de 15 jours calendrier.

**Autres dispositions** : l'accord contient une section consacrée aux opérations de transit ainsi que les règles nécessaires en matière de coûts, de protection des données et de position de l'accord par rapport à d'autres obligations internationales.

**Comité de réadmission** : l'accord institue un comité de réadmission mixte qui devrait adopter son règlement intérieur. Une procédure simplifiée est prévue pour la définition de la position de l'Union européenne au sein de ce comité.

**Dispositions territoriales** : le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark ne participent pas à l'adoption de la décision et n'y sont donc pas liés.

**ENTRÉE EN VIGUEUR** : 14.04.2014. La date d'entrée en vigueur de l'accord sera publiée au *Journal officiel de l'Union européenne* par les soins du secrétariat général du Conseil.